

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE n° 2025/73

Nombre de délégués

Titulaires en exercice : 35

Titulaires présents : 25

Suppléants votants : 00

Procurations : 07

Votants : 32

Pour : 32

Contre : 00

Abstentions : 00

L'an deux mille vingt-cinq, le sept octobre à dix-huit heures et trente minutes,

Le Conseil de la Communauté de Communes « Pays de Nexon - Monts de Châlus » dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

A la salle polyvalente de Meilhac, sous la présidence de M. DEXET Emmanuel, Président.

Date de convocation du Conseil Communautaire : 30 septembre 2025

TITULAIRES PRESENTS : M. DEXET Emmanuel (procuration de Mme BELAIR Florence), M. RICHIGNAC Guillaume (procuration de Mme Eliane JACQUEMENT), M. BREZAUDY Alain, Mme MAYOUSSE Martine, M. BROUSSE Hervé, Mme DESSEX Martine, M. CAILLOT Alain (procuration de M. BONNAT Christian), M. DESROCHE Christian, Mme PRADIER Claudine, M. DEVARISSIAS Philippe, M. GOUDIER Jean-Louis, M. CHAMINADE Gérard, M. GAYOT Loïc, M. MASSY Jean-Marie (procuration de M. ESCOUBEYROU Pascal), M. GERVILLE-REACHE Fabrice, Mme LACORRE Valérie, M. CARPE Jean-Christophe, Mme LANTERNAT Floriane (procuration de M. LE GOFF Jean), Mme LACOTE Bernadette, M. GARNICHE Roland, M. BARRY Jacques, Mme CHEYRONNAUD Céline (procuration de M. MARCELLAUD Didier), M. DARGENTOLLE Georges (procuration de Mme HILAIRE-GENIN Karine), M. DELOMENIE Bernard, M DOGNON Jean-Bernard,

SUPPLEANTS PRESENTS : Mme ARNAUD Claudine, Mme LACOURARIE Bernadette.

EXCUSES : Mme JACQUEMENT Eliane, M. BONNAT Christian, Mme BELAIR Florence, M. ESCOUBEYROU Pascal, M. LE GOFF Jean, M. JAVERLIAT Louis, M. MARCELLAUD Didier, Mme HILAIRE-GENIN Karine, M. CUIILLERDIER Simon, Mme VALLADE Sylvie.

SECRETAIRE : Mme LACOTE Bernadette

Objet : Modification de la délibération concernant le RIFSEEP : maintien partiel du RIFSEEP durant les congés longue maladie / maladie grave, remplace la délibération n° 2023/09 du 27 février 2023

Exposé :

Le Président rappelle qu'actuellement les agents en congé longue maladie (agents affiliés à la CNRACL) et en congé maladie grave (agents affiliés à l'IRCANTEC) ne perçoivent pas leur régime indemnitaire ce qui représente une perte de salaire non négligeable pour ces agents. Le décret du 27 juin 2024 a introduit de nouvelles conditions pour la fonction publique d'Etat : les indemnités sont versées à 30% la première année et à 66% les 2 années suivantes. Il est proposé d'aligner les dispositions de versement du RIFSEEP de la communauté de communes sur celles de l'Etat.

Il est proposé également de modifier la délibération précédente afin d'ajouter le grade de technicien qui ne figurait pas dans les grades éligibles.

Les autres termes de la précédente délibération restent inchangés.

Le Comité Social Territorial placé auprès du CDG 87 a émis un avis favorable à cette modification lors sa séance du 7 juillet 2025.

Le Président rappelle les termes de la dernière délibération concernant le RIFSEEP et propose d'intégrer les ajustements indiqués ci-dessous

Pour rappel, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en place pour la fonction publique de l'Etat a été transposé à la fonction publique territoriale et est appliqué au sein de la Communauté de Communes depuis le 1er janvier 2018.

Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Dans ce cadre, la collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place des postes occupés par les agents dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de chaque poste ;
- valoriser l'implication et la manière de servir des agents ;
- garantir un cadre transparent et équitable à l'ensemble des agents, toutes filières confondues ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

VU le code général de la fonction publique,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue sociale et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU les arrêtés fixant les montants de référence pour les corps et services de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du **corps des attachés d'administrations** de l'Etat relevant du ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (applicable aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie),

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du **corps des secrétaires administratifs** de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (applicable aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives et des animateurs territoriaux),

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du **corps des adjoints administratifs** de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (applicable aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, des agents sociaux territoriaux, des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives et des adjoints territoriaux d'animation),

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux membres du **corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer** et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (applicable aux adjoints techniques territoriaux, aux agents de maîtrises),

VU l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application aux membres du **corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (applicable aux adjoints territoriaux du patrimoine),

VU l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat **aux corps des conservateurs généraux des**

bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques (Journal officiel du 26 mai 2018),

VU l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'avis du comité technique du 30 novembre 2017, relatif aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférent,

VU l'avis favorable du comité social territorial du 7 juillet 2025 sur les propositions de modification de la délibération fixant les critères d'attribution du RIFSEEP

VU le tableau des effectifs de la Communauté de Communes Pays de Nexon - Monts de Châlus,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) au sein de la collectivité,

I. La mise en place de l'indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E) :

L'indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et, d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

➤ Les bénéficiaires :

Peuvent bénéficier de l'I.F.S.E. tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires à temps complet, non complet et temps partiel ;
- Les agents en contrat à durée indéterminée à temps complet, non complet et temps partiel ;
- Les agents contractuels de droit public employés en vertu de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, à temps complet, non complet et temps partiel

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, une telle prime a été instaurée pour les corps ou services de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois de :

Filière administrative	<ul style="list-style-type: none">- Administrateurs territoriaux- Attachés territoriaux- Secrétaires de mairie- Rédacteurs territoriaux- Adjoints administratifs territoriaux
Filière sociale	<ul style="list-style-type: none">- Conseillers territoriaux socio-éducatifs- Assistants socio-éducatifs- Agents socio-territoriaux- ATSEM- Médecins- Psychologues
Filière culturelle	<ul style="list-style-type: none">- Bibliothécaires- Assistants de conservation du patrimoine- Adjoints territoriaux du patrimoine
Filière sportive	<ul style="list-style-type: none">- Educateurs territoriaux des APS- Opérateurs territoriaux des APS
Filière animation	<ul style="list-style-type: none">- Animateurs territoriaux- Adjoints territoriaux d'animation
Filière technique	<ul style="list-style-type: none">- <i>Technicien</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - Agents de maîtrise territoriaux - Adjointes techniques territoriaux
--	--

Les autres grades et filières seront concernés par le RIFSEEP dès lors que les arrêtés définissant les plafonds du RIFSEEP auquel a adhéré le ministère servant de référence pour la fonction publique territoriale seront parus. Des délibérations complémentaires seront proposées au Conseil Communautaire pour inclure les agents de la collectivité au fur et à mesure de la mise en place de la réforme.

Les agents ne rentrant pas encore dans le dispositif du RIFSEEP continueront à percevoir les primes existantes (IAT, IFTS, IEMP...).

Sont exclus de ce dispositif :

- Les agents vacataires ;
- Les agents de droit privé : CAE/CUI, emplois d'avenir et apprentis ;

Les dispositions fixant, par délibérations antérieures, les modalités d'octroi du régime indemnitaire aux cadres d'emploi susvisés uniquement, sont abrogées.

➤ **Définition des groupes de fonctions**

Chaque cadre d'emploi est réparti en groupe de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés. Cette répartition des postes est définie par les critères cumulatifs établis comme suit :

- Critère N°1 : Encadrement, pilotage et conception ;
- Critère N°2 : Technicité et niveau d'expertise ;
- Critère N°3 : Sujétions particulières et degrés d'exposition du poste ;
- Critère N°4 : Acquis de l'expérience professionnelle (dans la perspective de la réévaluation du RIFSEEP)

Ainsi, un système de cotation selon les grades et les postes et suivant les différents critères établis ci-dessus a été privilégié (tableau détaillé des indicateurs retenus par critères et du nombre de points déterminés joint en annexe à la présente délibération). De cette cotation a découlé l'établissement de groupes de fonctions propres à la structure de la manière suivante :

CATEGORIE	GROUPE	POSTE DE LA STRUCTURE
A	A1	Directrice Générale des Services
	A2	Bibliothécaires
	A3	Responsables de Pôles
B	B1	Adjointe de direction
	B2	Assistants de conservation du patrimoine <i>Responsable / coordinateur de service</i>
	B3	Chargés de mission
C	C1	Coordinateurs, référents et techniciens
	C2	Agents d'exécution

➤ **Montants de référence**

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des montants plafonds prévus et précisés par arrêtés ministériels de la manière suivante :

Filière administrative

Catégorie A

Attachés territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Direction d'une collectivité	36 210 €
Groupe 3	Responsables de Pôles avec encadrement de personnel	25 500 €

Catégorie B

Rédacteurs territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Responsables de Pôles avec forte technicité	17 480 €
Groupe 3	Postes d'instruction avec expertise	14 650 €

Catégorie C

Adjoint administratifs territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Agents comptables, marchés publics, assistants de direction, référents ressources humaines, sujétions ou qualifications particulières	11 340 €
Groupe 2	Agents d'exécution	10 800 €

Filière technique

Catégorie B

Technicien territorial

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Responsable / coordinateur de service	18 580 €

Catégorie C

Agents de maîtrise territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Techniciens avec qualifications et sujétions particulières	11 340 €

Adjoint techniques territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Agents techniques avec des responsabilités particulières	11 340 €
Groupe 2	Agents d'exécution	10 800 €

Filière culturelle

Catégorie A

Bibliothécaire

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Bibliothécaires	27 200 €

Catégorie B

Assistant de conservation du patrimoine

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Assistants de conservation du Patrimoine	14 960 €

Catégorie C

Adjoint territoriaux du patrimoine

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Agents d'accueil tout public	10 800 €

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

➤ Modalités ou retenues pour absences :

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, en cas de congés de maladie ordinaire (y compris accidents de service) : l'I.F.S.E suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil ou d'adoption d'un enfant, cette indemnité sera versée intégralement. *En cas de congé de longue durée l'I.F.S.E ne sera pas versée.*

En cas de congé de longue maladie et grave maladie : l'I.F.S.E sera versée dans les conditions suivantes :

- 33% la première année ;
- 60% la deuxième et troisième année.

Le versement des primes et indemnités durant un temps partiel thérapeutique suivra le même sort que le traitement.

➤ Périodicité de versement :

L'indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E) sera versée mensuellement aux agents.

➤ Modalité de revalorisation de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen dans les cas suivants :

- en cas de changement de fonctions ou d'emplois,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...).

Ce réexamen pourra donner lieu à une réévaluation du montant annuel de l'IFSE, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire découlant des montants maxima définis dans la présente délibération.

II. II- La mise en place du Complément Indemnitare Annuel (C.I.A) :

Le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

➤ Les bénéficiaires :

Le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A) est attribué, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat pour :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires à temps complet, non complet et temps partiel ;
- Les agents en contrat à durée indéterminée à temps complet, non complet et temps partiel ;
- Les agents contractuels de droit public employés en vertu de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, à temps complet, non complet et temps partiel

➤ La détermination des montants maxima de C.I.A. :

La part du CIA correspond à un montant maximum fixé à 10% de l'I.F.S.E *versé* , pour chaque groupe de fonction.

Le CIA est versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel et tient compte des critères fixés dans la grille de l'entretien professionnel de la manière suivante :

- Résultats professionnels de l'année écoulée,
- Appréciation de la valeur professionnelle écoulée,
- Objectifs de l'année écoulée.

La grille d'entretien professionnel définie par la Communauté de Communes Pays de Nexon-Monts de Châlus contient 30 points d'évaluation différents correspondant à 100% de réussite. Le complément indemnitaire annuel est soumis à l'obtention du seuil de 50% de réussite. Au-delà de ce seuil, le montant du CIA correspondra au pourcentage de réussite de l'entretien professionnel sans dépasser le montant plafond fixé par la Communauté de Communes pour chaque groupe de fonction.

Le CIA sera versé en fonction de l'entretien de l'année écoulée. Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

Filière Administrative

Catégorie A

Attachés territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Direction d'une collectivité	6 390 €
Groupe 3	Responsables de Pôles avec encadrement de personnel	4 500 €

Catégorie B

Rédacteurs territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Responsables de Pôle avec forte technicité	2 380 €
Groupe 3	Postes d'instruction avec expertise	1 995 €

Catégorie C

Adjointes administratives territoriales

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Agents comptables, marchés publics, assistants de direction, sujétions ou qualifications particulières	1 260 €
Groupe 2	Agents d'exécution	1 200 €

Filière technique

Catégorie B

Technicien territorial

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Responsable / coordinateur de service	2 535 €

Catégorie C

Agents de maîtrise territoriaux

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Techniciens avec qualifications et sujétions particulières	1 260 €

Adjointes techniques territoriales

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 1	Agents techniques avec des responsabilités particulières	1 260 €
Groupe 2	Agents d'exécution	1 200 €

Filière Culturelle

Catégorie A

Bibliothécaire

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Bibliothécaires	4 800 €

Catégorie B

Assistant de conservation du patrimoine

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Assistants de conservation du Patrimoine	2 040 €

Catégorie C

Adjointes territoriaux du patrimoine

Groupe	Emplois	Montant maximal annuel plafond règlementaire
Groupe 2	Agents tout public	1 200 €

➤ Périodicité de versement :

Le Complément Indemnitaire Annuel sera versé une fois par an au mois de **décembre** aux agents. Pour les agents qui se mettent en disponibilité ou qui quittent la collectivité, le CIA sera versé avec le dernier salaire.

➤ Modalités ou retenues pour absence :

Le C.I.A ne sera pas versé pendant les congés de longue durée.

Délibération :

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité : , :

DECIDE

Article 1 : de modifier le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) et l'IFSE versé selon les modalités définies ci-dessus à compter du **1^{er} octobre 2025**.

Article 2 : d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu au titre de l'I.F.S.E. par chaque agent dans le respect des principes définis ci-dessus et en fonction des 4 critères règlementaires définis dans les textes :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice du poste,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel,
- Acquis de l'expérience professionnelle.

Article 3 : d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu au titre du C.I.A. par chaque agent dans le respect des principes définis ci-dessus et en fonction des 3 critères règlementaires définis dans la grille d'entretien professionnel :

- Résultats professionnels de l'année écoulée,
- Appréciation de la valeur professionnelle écoulée,
- Objectifs de l'année écoulée.

Article 4 : de prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de ce régime indemnitaire.

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture
le :
Publié ou notifié
le :

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus
au registre sont les signatures.

Pour copie conforme : En Mairie, le 7 octobre 2025

Le Président,
Emmanuel DEXET

